**Assemblée de section du 15 novembre 2019**

**Rapport introductif de Bertrand HAMMACHE**

Au niveau international, la montée et l’exacerbation des tensions aux quatre coins du Globe s’accélèrent plus que jamais : Chili, Bolivie, Syrie, Hong Kong, etc…

Partout, des mouvements et/ou des gouvernements populaires et pour une bonne partie progressistes sont remis en cause et balayés par des renversements ou des conflits armés :

* Kurdes
* Bolivie
* Chili

En Europe, les logiques sont similaires, les nationalismes montent et les forces « traditionnelles » du capitalisme peinent à convaincre et le bilan de leurs politiques libérales laisse un boulevard aux forces réactionnaires.

C’est ce que nous avons vu en Italie, Autriche, Hongrie, Pologne, etc…

Ce dimanche encore, les élections en Espagne, qui ont vu la montée en flèche du parti d’extrême droite VOX, sont également un symbole important de ce phénomène. Ce parti, dont le résultat a été salué par Marine Le Pen, se revendique clairement fasciste, nostalgique du dictateur Franco et de la politique « nationale-catholique » qu’il a mené pendant plus de 35 ans. Pour être tout à fait complet, il faut également mentionner, dans ce contexte, le potentiel accord de gouvernement, réalisé en moins de 48h entre le PSOE (PS espagnol) et la coalition Podemos-Izquierda Unida (regroupement autour de nos camarades du PCE). S’il voit bien le jour et tente de mettre en œuvre la politique annoncée, ce gouvernement qui se revendique progressiste et reprend une partie du programme de la gauche radicale serait une première en Espagne depuis 1936. Ce serait la preuve que, même dans ce contexte de droitisation des discours, une gauche qui sait rester ferme et claire sur ses contenus et ses revendications peut être capable de s’unir et de battre les 3 droites (conservatrice, libérale et fasciste).

Pour ce qui est de la France, cette logique de radicalisation du discours à droite est également en cours et largement favorisée par le pouvoir libéral qui sait bien que, comme en 2017, la seule chance de gagner en 2022 est d’arriver au second tour face à Le Pen.

La marche contre l’islamophobie de ce dimanche a été, pour beaucoup de politiques de droite et d’extrême droite, mais aussi pour nombre de commentateurs et de journalistes, un exutoire, et a montré qu’il existe bien en France des confusions, des amalgames, voire chez certains commentateurs un rejet clair des musulmans et de celles et ceux qui disent qu’ils n’ont pas à être exclus pour leur appartenance religieuse.

Si on peut évidemment reprocher la signature de diverses organisations qui se revendiquent confessionnelles et ont des positions horribles sur la condition des femmes ou le respect des homosexuels par exemple, et si l’on aurait pu souhaiter que l’appel vienne originellement d’autres organisations et d’autres personnalités que celles qui l’ont lancé, il est néanmoins intéressant de voir comment la droite et l’extrême droite revendiquent aujourd’hui une conception de la laïcité et rejettent, à ce titre, un « islam politique ». C’est très ironique, puisque ces mêmes responsables politiques n’hésitaient pas à aller dans la « Manif pour tous », contre le mariage homosexuel, au côté de curés et autres potentats du catholicisme en France, voire y compris de certains des tenants de l’islam politique qu’ils dénoncent aujourd’hui, mais qui, à l’époque, se retrouvaient sur la même position qu’eux face au mariage gay. Ces responsables politiques du RN ou de LR étaient bien présents sur des bases religieuses et véhiculaient pour certains une image claire et revendiquée de porte-parole de la communauté catholique, c’est-à-dire étant le fer de lance de ce qu’on pourrait nous aussi qualifier de « catholicisme politique ». Dans leur esprit, la laïcité sert donc à faire taire toutes les autres religions pour ne laisser bien sûr d’espace qu’à la religion catholique, qui elle pourrait librement avoir ses représentants à l’assemblée ou au sénat qui font ou défont des lois sur des bases de principes religieux bibliques. La volonté, il y a quelques mois, d’inclure dans les textes fondateurs de l’UE le fait que l’Europe se serait bâtie sur des bases catholiques fait partie de cet esprit. Les quelques responsables LR ou RN qui ont abordé le sujet à cette époque ne l’ont pas fait pour dénoncer un empiétement du religieux sur le politique et rappeler le principe de laïcité, mais bien pour en appuyer la démarche.

Nous vivons une période de transition qui chahute la société. Dans le geste dramatique de cet étudiant qui s’est immolé par le feu vendredi dernier à Lyon, il y a une leçon politique à retenir. Surtout qu’il a aussi laissé un texte explicite sur les raisons de son acte pour dénoncer la précarité chez les étudiants. Il n’est pas question de faire une quelconque récupération de ce drame, mais le parti a depuis longtemps fait des propositions pour garantir des conditions de vie décentes pour nos jeunes en études ou en recherche d’emploi. Avec la mise en œuvre de nos propositions, il n’en serait probablement pas arrivé à cet acte de désespoir. Oui, ce gouvernement doit assumer la responsabilité d’une situation qui a poussé ce jeune de 22 ans à en arriver là. C’est ce même gouvernement qui a réformé les APL pour en diminuer les montants et l’accès, et qui n’offre à notre jeunesse, dans un faux dilemme, que l’horizon sombre du fascisme ou celui d’un capitalisme qui appauvrit 99% de la population par la concentration des profits et les fruits de la croissance dans la main des 1% restants. Pour rappel, c’est un geste qui entre en résonance avec celui de Mohamed Bouazizi, vendeur de légumes tunisien, à Sidi Bouzid, qui par son suicide a lancé la révolution tunisienne fin 2010. Trois ans, plus tard, à Nantes, Djamel Chaar mettait fin à ses jours, de manière identique, devant une agence Pôle emploi à Nantes.

Concernant les élections municipales à Paris, ville capitale, au regard de la volonté du PS de retarder la conclusion d'un accord pour les élections municipales, le calendrier de décision est perturbé et ne peut être définitivement fixé. Mais la commission des candidatures réunissant l'exécutif et un.e représentant.e par section se tiendra comme prévu le 18 novembre.

Les votes sur notre stratégie et sur les candidatures sont eux reportés et se tiendront finalement simultanément, au plus tôt les 6-7-8 décembre, mais cela peut être plus tard.

Afin d'améliorer le rapport de forces, plusieurs décisions prises au conseil départemental ont d'ores et déjà été en partie mise en œuvre :

* Un tract 4 pages a été construit. Il met en valeur notre bilan et nos 8 premières priorités. Il sera le matériel de campagne pour les 4 prochaines semaines, il permet d'enclencher des discussions sur plusieurs thématiques.
* Une conférence de presse s'est tenue mardi 12 novembre pour interpeller le PS, la Maire et les Parisien.ne.s sur la nécessité du rassemblement des forces de gauche pour la victoire de la gauche en mars prochain.
* Une lettre a été envoyée à Anne Hidalgo pour lui faire part de notre état d'esprit, des difficultés et risques de la situation actuelle pour toute la gauche, de notre volonté d'un accord de rassemblement de haut niveau, tant sur le contenu que sur notre représentation au sein de listes communes et pour lui proposer une rencontre dans les prochains jours sur ces enjeux.

Concernant les initiatives sur nos batailles nationales, plusieurs décisions :

* Lier plusieurs batailles nationales avec les enjeux municipaux et nos propositions pour Paris. Comme ce fût le cas le 14 avec la manifestation pour la défense de notre système de santé, ce sera encore le cas le 23 contre les violences et pour les droits des femmes, le 29 novembre lors de la marche climat. A chaque fois c’est l’occasion de diffuser un tract, publier un communiqué, organiser une initiative spécifique...
* Concernant la mobilisation pour le referendum pour ADP, même si notre section a déjà monté une initiative avec les camarades de la section de Bobigny, deux semaines d'action nationale des communistes pour le référendum ADP sont organisées du 14 au 30 novembre. Nous sommes proches du million de signatures et il ne faut rien lâcher dans cette deuxième quinzaine de novembre car l'actualité va être dominée par le mouvement social contre la réforme des retraites. Multiplions les initiatives de récolte de signature dans cette période. Le 30 novembre, un village ADP sera installé sur la place de la République avec un stand du PCF pour lequel nous sommes sollicités pour contribuer à l'animation.
* Concernant la mobilisation contre la réforme des retraites : Nous devons évidemment contribuer au succès dès la journée du 5 décembre. La distribution du « Ça roule ! » partout dans l’entreprise est une priorité et un tract national est d'ores et déjà disponible. Un meeting national est en préparation début décembre à la Bourse du travail de Saint-Denis auquel toutes les fédérations d'IDF sont appelées à participer.

Fidèles à nos valeurs démocratiques, nous allons aussi être amenés à nous prononcer aujourd’hui sur la cooptation de notre camarade Gaëlle Pedraza pour intégrer le Comité de section où elle sera en charge du bulletin mensuel de la section.